

"Une nouvelle phase" dans Corriere della Sera (22 mai 1971)

Légende: Le 22 mai 1971, le quotidien italien Corriere della Sera se félicite du succès de la rencontre de Paris entre Edward Heath et Georges Pompidou en ce qu'elle permet de résoudre de nombreux problèmes liés à la question de l'adhésion britannique au Marché commun européen.

Source: Corriere della Sera. dir. de publ. Spadolini, Giovanni. 22.05.1971, n° 118; anno 96. Milano: Corriere della Sera. "Una fase nuova", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/une_nouvelle_phase_dans_corriere_della_sera_22_mai_1971-fr-00690357-6019-412d-8558-c36fo4d3eaed.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Une nouvelle phase

Un pas important vers l'intégration européenne vient d'être franchi. La régie qui organise les entretiens entre Georges Pompidou et Edward Heath à Paris a été vigilante et a fait preuve de savoir-faire, digne de la grande tradition française. Un léger «suspense» planait lors des rencontres, aucun communiqué officiel n'a été transmis, les ministres des Affaires étrangères étaient absents au tête-à-tête qui a réuni un chef d'État et un chef de gouvernement parlant très mal la langue de l'autre. Pour terminer, une conférence de presse commune donnée par le président français et le Premier ministre britannique qui rappelait presque l'impressionnant scénario gaulliste, mais plus, cette fois, sur le plan du «en solo», ni sur fond de la vindicative exhibition du général «récitant» aux journalistes convoqués des réponses préfabriquées à des questions non moins préfabriquées.

Les dernières déclarations de Georges Pompidou et d'Edward Heath sont l'écho d'un certain optimisme, montrant qu'ils ont atténué beaucoup de dissensions et qu'un certain nombre de problèmes présents des deux côtés de la Manche trouvent des solutions. Avant tout, ils ont obtenu un «dégel» psychologique dont les conséquences et l'ampleur ne sont pas prévisibles. La «rancune» de la période gaulliste semble être passée. Le dialogue a repris et ne s'est pas limité aux divergences ou oppositions d'ordre technique et économique, l'agriculture, les sucres provenant des Caraïbes, les relations monétaires, déjà abordées et en partie levées lors de la dernière session de la Communauté européenne à Bruxelles.

La France et la Grande-Bretagne démontrent qu'elles se rendent compte des nouvelles perspectives mondiales et voient poindre un troisième grand pays aux côtés de la Russie et des États-Unis, la Chine. Elles ont toutes deux compris que seule une dimension d'abord économique, puis politique d'une Europe qui s'engage sur la voie du fédéralisme permet d'éviter que le vieux continent ne soit totalement englouti, qu'il devienne passif dans une histoire qui se déroule sans sa participation et soit relégué au rang de triste théâtre de grandeurs passées.

Il est évident que les brusques hausses du deutschemark sont en grande partie responsables du «revirement» qui a eu lieu à Paris. En France, un doute se fait de plus en plus sentir à l'égard de la politique de Bonn, non seulement par rapport à l'«Ostpolitik», que le général avait anticipée du haut de son orgueilleux point de vue, mais aussi peut-être de peur qu'elle ne passe aux mains de l'Allemagne fédérale. Le lien privilégié que de Gaulle avait tissé entre Paris et Bonn n'a pas survécu à la mort du général. Son successeur à l'Élysée, l'interprète d'un réalisme français pragmatique et un tantinet désillusionné, symbole de la tradition bourgeoise française, a repris le filon classique de la France républicaine de Delcassé et s'est rapproché de la Grande-Bretagne, presque dans l'esprit de l'«Entente cordiale». Toutefois, le futur d'une Europe intégrée dépasse ces points d'appartenance. L'importance de l'Allemagne fédérale est une réalité qu'il serait dangereux et absurde de ne pas prendre considération.

Il s'agit de trouver les équilibres et les contreparties nécessaires à la réalisation, grâce à l'union économique, de l'union politique du continent. Georges Pompidou ne se voile pas la face et connaît les obstacles qui restent à franchir avant de pouvoir atteindre un tel objectif.

Quant à Edward Heath, la situation qui l'attend à son retour à Londres reste assez tendue. En effet, l'atmosphère qui règne au Parlement britannique n'est pas des plus rassurantes. Une partie importante des députés conservateurs, qui détient une faible majorité à la Chambre des communes, est réticente voire hostile à l'Europe: près des deux tiers de l'opposition travailliste tendent vers l'ancestral et tenace isolationnisme britannique. Un accord direct entre le chef de l'exécutif et le chef de l'opposition (la ligne de conduite pro-européenne de Harold Wilson est bien connue) sera nécessaire pour permettre à l'entente retrouvée entre la France et la Grande-Bretagne de contourner en automne les nombreux obstacles parlementaires.

De plus, les autres pays de la Communauté pourraient, eux aussi, participer très activement à cette importante phase de transition. À commencer par l'Italie: à condition qu'elle puisse, ne serait-ce qu'un moment, mettre en sourdine ses lamentables querelles pour les élections présidentielles (une polémique peu édifiante est déjà lancée) et qu'elle regarde au-delà de ses divisions internes, de ses compétitions entre municipalités. Car l'Europe reste, dans le chaos et le déclin national actuels, notre dernier espoir.